



DOSSIER DE PRESSE

**Semaine européenne
du développement durable :
l'Europe aux couleurs
des Objectifs de développement durable**

Paris, le 29 mai 2017






La Semaine européenne du développement durable

- *Semaine européenne du développement durable : L'Europe aux couleurs des Objectifs de développement durable*
- *Programme du séminaire de lancement de la SEDD*

Les Objectifs de développement durable

- *Petite histoire des ODD*
 - *Programme de mise en œuvre des ODD*
 - *Quel dispositif de suivi des Objectifs de développement durable ?*
 - *ODD en actions : quelques exemples en France et dans le monde*
- 



Semaine européenne du développement durable : l'Europe aux couleurs des Objectifs de développement durable

Cette année, les pays européens ont souhaité dédier la Semaine européenne du développement durable aux Objectifs de développement durable. Dans toute l'Europe, des milliers d'événements sont organisés afin de faire connaître l'Agenda 2030 pour le développement durable. Ce sont 17 Objectifs pour les peuples, la planète, la prospérité, la paix et les partenariats.

La Semaine européenne du développement durable

La Semaine européenne du développement durable (SEDD) a lieu chaque année du 30 mai au 5 juin. Son objectif est de promouvoir le développement durable et de sensibiliser le grand public à ses enjeux.

La SEDD est ouverte à tous. Pour y participer, il suffit que le projet ou l'initiative, à but non lucratif, concerne au moins une des trois dimensions du développement durable. Ainsi les programmations varient entre conférences, expositions, organisation de marchés, projections de films, activités associatives, initiatives d'entreprises, projets éducatifs, etc.

Retrouvez en ligne tous les projets mobilisés pour les ODD :
<http://evenements.developpement-durable.gouv.fr/campagne/sedd2017>

Le focus de l'édition 2017 : les Objectifs de développement durable

En 2017, l'Agenda 2030 de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et les 17 Objectifs qui lui sont associés sont à l'honneur de la SEDD.

L'Agenda 2030 et ses 17 Objectifs sont une feuille de route adoptée en septembre 2015 par l'Assemblée générale de l'ONU. C'est un agenda au service des êtres humains qui s'organise autour des populations, de la planète, pour la prospérité, la paix et les partenariats. Les 17 Objectifs de développement durable (ODD) sont des axes prioritaires pour transformer notre modèle de développement en répondant aux besoins de tous.

Ce nouvel agenda propose une grille de lecture transformée et un cadre commun à tous les pays, du Nord comme du Sud, pour lutter contre l'extrême pauvreté, réduire les inégalités, promouvoir une croissance économique soutenue tout en préservant les ressources naturelles.



Une Semaine du développement durable devenue européenne en 2015

La semaine du Développement durable est devenue européenne sur la proposition d'Andrã Rupprechter, ministre de l'Environnement autrichien, à Ségolène Royal, ministre de l'Environnement français, qui a porté ce projet à l'été 2014 pour une première mise en œuvre en 2015.

La SEDD est un domaine d'excellence de la France avec plus de 1 500 projets en 2016 et la plus longue expérience en Europe. Celle-ci existe en France depuis 15 ans contre seulement 3 ans en Allemagne et en Autriche.

La SEDD est issue d'une initiative conjointe de la France, de l'Autriche et de l'Allemagne, qui ont uni leurs semaines nationales respectives en une semaine reconnue désormais dans toute l'Europe. Cette initiative est née dans le cadre du Réseau européen de développement durable qui réunit les administrations en charge du développement durable en Europe.

Au niveau européen, la SEDD est techniquement gérée par l'université RIMAS (Vienne, Autriche) car cette université assure déjà le secrétariat et le fonctionnement du réseau.

Programme

Lancement de la Semaine européenne du développement durable (SEDD) aux couleurs des ODD



17h00 : Ouverture par Nicolas Hulot, ministre de la Transition écologique et solidaire

17h20 : Diffusion du film " Comprendre les ODD en 1 minute"

17h25 : Intervention de Laurence Monnoyer-Smith, Commissaire générale au développement durable et Déléguée interministérielle au Développement durable : la France s'engage dans la mise en œuvre des ODD

17h35 : Intervention de l'artiste Yacine Ait Kaci, créateur du personnage Elyx, ambassadeur virtuel des Nations Unies

17h45 : Les ODD en actions : les acteurs ont la parole !

- **Un acteur associatif** : Lionel Pourtau, membre de l'association Habitat et Humanisme
- **Une PME** : Nicolas Matos, président du Club PME du Global Compact, dirigeant de l'entreprise Hervé Thermique
- **Une grande entreprise** : Hélène Valade, Directrice Développement durable de Suez, Vice-présidente du C3D (Collège des Directeurs du Développement durable)
- **Un élu** (*en lien avec le premier film de la série « Les ODD en actions »*) : Daniel Le Blay, adjoint au maire de Mouans-Sartoux (Alpes-Maritimes), délégué à l'urbanisme

- **Un ministère engagé dans la mise en œuvre des ODD** : Monique Barbaroux, Haut Fonctionnaire au Développement durable du ministère de la Culture
-

18h15 : Diffusion d'un film de la série "Les ODD en actions" sur l'ODD 2, Sécurité alimentaire et agriculture durable, en interaction avec de nombreux autres ODD (exemple du territoire de Mouans-Sartoux) et d'un film "Le monde durable de demain sera culturel" réalisé par le ministère de la Culture.

18h20 : Ils seront aux affaires en 2030 !

- Interventions conjuguées de Jeunes Ambassadeurs (10mn)
 - Audrey Renaudin, présidente du REFEDD
(Réseau des étudiants français pour l'éducation au développement durable)
 - Jimmy Losfeld, président de la FAGE
(Fédération des assemblées générales étudiantes)
-

18h30 : Fin de la conférence - Cocktail

Petite histoire des ODD



Les Objectifs du Millénaire pour le Développement

En l'an 2000, les Nations unies avaient adopté huit Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) pour 2015 à destination des « pays du Sud », recouvrant les principaux enjeux humanitaires. Pendant quinze ans, ces OMD ont structuré la solidarité mondiale et la mobilisation de l'ensemble des acteurs impliqués dans l'aide au développement. Ils ont permis d'enregistrer des améliorations notables, bien qu'inégales et bien sûr insuffisantes.

Les huit OMD portaient sur l'extrême pauvreté et la faim, l'accès à l'éducation, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, la mortalité infantile et la santé maternelle, la lutte contre les épidémies dont le sida, la préservation de l'environnement et la mise en place de partenariats pour le développement.

Les Sommets de la Terre

Parallèlement, les Sommets de la Terre ont progressivement posé les principes de la préservation de l'environnement et de la recherche d'un développement durable :

- Le **Sommet de Rio en 1992** (Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement) fut une réussite historique en posant les bases d'une mobilisation internationale pour le 21^{ème} siècle (l'Agenda 21) : il a notamment conduit à l'adoption tout à la fois de la convention sur la diversité biologique (CDB), de la convention cadre des nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et de celle sur la lutte contre la désertification (CLD).
- Le **Sommet de Johannesburg en septembre 2002** (Sommet Mondial pour le Développement Durable) fut l'occasion de faire le bilan des dix années d'actions lancées par Rio 92 et, pour les chefs d'Etat, de renouveler leur engagement en faveur du développement durable et du partenariat Nord-Sud. Axé sur quelques thèmes prioritaires (eau, énergie, biodiversité, santé, etc.), il a consacré le concept de "stratégies nationales de développement durable" que chaque pays s'engage à élaborer et à mettre en oeuvre.
- La **conférence de Rio en juin 2012** (Conférence des Nations Unies sur le Développement Durable), également appelée « Rio+20 », engrangea peu de succès sur ses deux thèmes principaux, l'économie verte (dans le contexte, notamment, de la crise économique de 2008) et le cadre institutionnel (c'est-à-dire la gouvernance mondiale) du développement durable. Son principal résultat fut de décider, selon la proposition de la Colombie et du Guatemala, de lancer un processus de définition d'Objectifs de développement durable (ODD), une feuille de route concrète et universelle du développement durable invoqué depuis Rio 1992.

A l'Assemblée Générale des Nations Unies de septembre 2015 à New York, les chefs des 193 Etats membres des Nations Unies ont adopté l'Agenda 2030, après trois années de négociations intenses qui ont conduit à la définition de 17 objectifs de développement durable (ODD), **faisant la synthèse des anciens Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et des objectifs issus des Sommets de la Terre.**

Prochain rendez-vous des ODD à New York

Du 10 au 19 juillet, le Forum Politique de Haut Niveau (FPHN) se réunira à New York pour assurer le suivi de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et des 17 objectifs du développement durable. Pendant le FPHN, plus de 40 pays présenteront leur mise en œuvre nationale des ODD comme la France l'a fait en 2016.

Cette année le Forum sera consacré au thème « éradiquer la pauvreté et promouvoir la prospérité dans un monde changeant ». Six ODD seront à l'honneur :



Programme de mise en œuvre des ODD



L'Agenda 2030 et les 17 Objectifs de développement durable (ODD) qui le composent seront le cadre structurant de la mise en œuvre du développement durable en France au cours des 15 prochaines années. La mise en œuvre des ODD implique la mobilisation de tous (État, collectivités territoriales, entreprises, syndicats, chercheurs, associations, citoyens, usagers, etc.) dans une logique de coresponsabilité, de gouvernance ouverte et de partenariat. Dans cette perspective, le gouvernement français propose trois axes de mise en œuvre, à partager avec les parties prenantes.

Organisation de la contribution de l'État à la mise en œuvre des ODD

Coordonner la mise en œuvre des ODD

La **Déléguée interministérielle au développement durable (DIDD)** assure la coordination du volet national de mise en œuvre des ODD en France, en concertation étroite avec l'ensemble des ministères, et en particulier avec le ministère des Affaires étrangères concernant le volet international.

Afin d'assurer la **transversalité et la cohérence** du plan d'action de la France, un comité de pilotage interministériel a été mis en place.

Des ministères pilotes et associés ont été identifiés. Les ministères pilotes sont chargés de mettre en place des groupes projets sur chacun des ODD afin d'assurer leur mise en œuvre opérationnelle en associant les autres ministères concernés et les parties prenantes clés.

La mise en œuvre de l'Agenda 2030 implique la mobilisation de tout le gouvernement et l'ensemble des politiques publiques françaises devront contribuer à l'atteinte de ces objectifs.

Analyser la situation de la France au regard des ODD

Les ODD sont accompagnés de **229 indicateurs de suivi** dont l'Insee est en charge de coordonner la production et la diffusion avec l'appui des services statistiques des ministères. L'Insee a publié l'ensemble des indicateurs disponibles à ce jour. Une **concertation** sera prochainement engagée sous l'égide du Conseil national de l'information statistique (CNIS).

Les ODD sont accompagnés de **229 indicateurs de suivi** dont l'Insee est en charge de coordonner la production et la diffusion avec l'appui des services statistiques des ministères. L'Insee a publié l'ensemble des indicateurs disponibles à ce jour. Une **concertation** sera prochainement engagée sous l'égide du Conseil national de l'information statistique (CNIS).

Outre le suivi des indicateurs, la mise en œuvre des ODD nécessite de bénéficier d'un **état des lieux partagé** avec les parties prenantes de la situation de la France par rapport aux cibles de l'Agenda 2030. Dans cette perspective, des **revues des politiques publiques au regard des ODD** pourraient être réalisées afin d'analyser dans quelle mesure les politiques publiques actuelles participent

Contribuer au suivi international des ODD

ou non de l'atteinte des ODD, d'identifier les politiques à renforcer, les interdépendances et les incompatibilités éventuelles. Le ministre a ainsi missionné le **Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD)** afin d'analyser les politiques du ministère.

Dès le **Forum Politique de Haut Niveau** (FPHN) de juillet 2017, le premier depuis l'adoption des ODD, la France s'est portée volontaire à une **revue nationale**.

Dès le **Forum Politique de Haut Niveau** (FPHN) de juillet 2017, le premier depuis l'adoption des ODD, la France s'est portée volontaire à une **revue nationale**.

Elle a ainsi présenté un rapport, nourri par des **consultations de la société civile**, qui dresse un premier état des lieux de la mise en œuvre en France de chacun des 17 objectifs, en identifiant les principaux enjeux et défis, les orientations de l'action du gouvernement ainsi que des bonnes pratiques.

En 2017, un travail spécifique a été engagé avec les ministères

concernés afin d'élaborer l'état d'avancement de la mise en œuvre des six ODD ciblés lors du **FPHN de juillet 2017** et de définir les messages portés par la France.

Par ailleurs, la France se mobilise dans le cadre des nombreux **événements internationaux mettant à l'honneur les ODD**.

Information et sensibilisation

Communiquer en France et à l'international sur la mise en œuvre des ODD par la France

La **Semaine européenne du développement durable** (SEDD), fondée par la France, l'Allemagne et l'Autriche et qui se déroule du 30 mai au 5 juin, est cette année aux couleurs des ODD. En 2016 elle avait suscité plus de 4000 projets dans une trentaine de pays d'Europe dont **plus de 1600 en France**, mobilisant ainsi plus de 300 000 citoyens. Le 25 septembre, date **anniversaire de l'adoption de l'Agenda 2030**, pourrait également devenir un rendez-vous annuel de célébration des ODD.



Donner envie en explicitant et valorisant les opportunités que représentent les ODD

Afin de sensibiliser et de favoriser l'appropriation des ODD, les ministères mènent des actions de **communication** via les réseaux sociaux, des bannières web, des plaquettes ou encore des pin's. Parallèlement, **l'organisation d'événements thématiques** lors d'occasions spécifiques telles que la Journée internationale de la femme, le Forum des ressources pour l'éducation au développement durable le Partenariat pour un gouvernement ouvert ou le Salon de l'agriculture, permet sensibiliser les acteurs et de valoriser les initiatives françaises sur les ODD.

Afin de sensibiliser et de favoriser l'appropriation des ODD, les ministères mènent des actions de **communication** via les réseaux sociaux, des bannières web, des plaquettes ou encore des pin's. Parallèlement, **l'organisation d'événements thématiques** lors d'occasions spécifiques telles que la Journée internationale de la femme, le Forum des ressources pour l'éducation au développement durable le Partenariat pour un gouvernement ouvert ou le Salon de l'agriculture, permet sensibiliser les acteurs et de valoriser les initiatives françaises sur les ODD.



Mobilisation de l'ensemble des acteurs de la société

Organiser la concertation avec l'ensemble des acteurs de la société

La gouvernance sur les ODD vise à **associer étroitement les organisations de la société civile** aux étapes de mise en œuvre, que ces organisations relèvent de l'environnement (au sein du Conseil national de la transition écologique), de la solidarité internationale (au sein du Conseil national du développement et de

Faciliter les partenariats et faire émerger des projets exemplaires

la solidarité internationale) ou des autres sphères, notamment éducatives et sociales.

Un atelier de concertation sur l'élaboration du rapport de la France au FPHN 2016 réunissant l'ensemble des parties prenantes a ainsi été organisé en juin 2016. Dans le même esprit, une **journée collaborative** pour la mise en œuvre

des ODD a été organisée le 18 avril 2017, en amont du FPHN 2017.

Par ailleurs, la France participe aux travaux européens ou internationaux relatifs aux ODD ou visant à une plus grande **mobilisation européenne et internationale en faveur des ODD**. La France a ainsi appelé à l'inclusion des ODD dans les politiques publiques de l'Union européenne et à la pleine implication des acteurs privés et de la société civile.

De nombreux acteurs sont déjà engagés dans des démarches de réflexion ou d'action pour les ODD comme le **Conseil économique social et environnemental** (Cese), des **acteurs économiques** tels que le Collège des directeurs du développement durable, la Confédération des petites et moyennes entreprises ou le réseau « Global compact France », des **associations et coalitions multi-acteurs** comme Coordination Sud, le Partenariat français sur l'eau, Convergences ou le Comité 21, des **collectivités** telles que le Conseil départemental de la Gironde, des **organismes de recherche** avec notamment l'Institut de recherche pour le développement (IRD) et le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) ou encore des **think-tanks** notamment l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri).

De nombreux acteurs sont déjà engagés dans des démarches de réflexion ou d'action pour les ODD comme le **Conseil économique social et environnemental** (Cese), des **acteurs économiques** tels que le Collège des directeurs du développement durable, la Confédération des petites et moyennes entreprises ou le réseau « Global compact France », des **associations et coalitions multi-acteurs** comme Coordination Sud, le Partenariat français sur l'eau, Convergences ou le Comité 21, des **collectivités** telles que le Conseil départemental de la Gironde, des **organismes de recherche** avec notamment l'Institut de recherche pour le développement (IRD) et le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) ou encore des **think-tanks** notamment l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri).

Un travail de croisement entre les ODD et les coalitions thématiques de **l'Agenda de l'action** (lancées lors des COP 21 et 22) a été engagé pour encourager la mise en place de partenariats multi-acteurs pour les ODD.

Quel dispositif de suivi des Objectifs de développement durable ?



Adossés aux 17 Objectifs de développement durable, 169 cibles ont été définies pour lesquelles près de 240 indicateurs ont été choisis pour rendre compte de leurs évolutions.

Qui fait quoi ?



- **L'ONU** : A l'issue de la négociation autour des Objectifs et des cibles de développement durable, la commission statistique de l'ONU a arrêté la liste des indicateurs. Cette liste a été stabilisée à l'occasion d'une réunion qui s'est tenue du 7 au 10 mars 2017. L'ONU publie en partie de lui-même une série de données, en s'appuyant sur ses agences spécialisées.
- **L'INSEE** : en France, l'INSEE est en charge de coordonner la collecte et la production des indicateurs statistiques, en parallèle de la production propre à l'ONU. L'INSEE s'appuie pour cela sur les services statistiques ministériels et assure l'interface avec l'ONU, en participant notamment à la commission statistique de l'ONU.
- **Le SDES** (service statistique du ministère de la Transition écologique et solidaire) : le SDES est, comme les autres services statistiques ministériels, en charge de la production d'une partie des indicateurs. Il a en charge la production d'un tiers des indicateurs environ.
- **Le Conseil national de l'information et de la statistique (CNIS)**, comprenant à la fois des représentants des ministères et de la société civile, met en place un groupe de travail dédié aux Objectifs de développement durable. Ouvert à tous et notamment aux représentants de la société civile non membres du CNIS, cela sera le lieu de discussion autour des « indicateurs ODD » de la France notamment ceux dont la méthodologie est à construire.
- **L'Union Européenne**, au travers de son organisation statistique EUROSTAT, cherche à établir une liste d'indicateurs, une centaine, qui corresponde bien aux États européens et soit plus resserrée que la liste globale des 244 proposés par l'ONU.

Les indicateurs des Objectifs de développement durable



Les indicateurs sont classés par l'ONU en trois catégories :

- le premier tiers est adossé à des méthodologies précises et les données sont accessibles. Cette série est donc celle pour laquelle il est le plus facile de publier des données.
- Un second tiers s'appuie sur des méthodologies précises mais les données sont partielles ou ne sont pas immédiatement accessibles : la livraison de ces indicateurs demandera un peu plus de temps.

- Le « tiers-trois » comprend des indicateurs sans méthodologie stabilisée, ni données disponibles. Il s'agit souvent d'indicateurs qualitatifs (= non statistiques), qui le plus souvent correspondent à des politiques publiques.

Exemples d'indicateurs des Objectifs de développement durable



ODD 7 : Recours aux énergies renouvelables

- **Cible** : Développer l'infrastructure et améliorer la technologie afin d'approvisionner en services énergétiques modernes et durables tous les habitants des pays en développement
- **Indicateur** : Investissements dans l'efficacité énergétique en proportion du PIB et montant de l'investissement étranger direct sous la forme de transferts financiers destinés à l'infrastructure et à la technologie nécessaires aux services de développement durable
- **Valeur INSEE** : 8% du PIB (en 2015) constant



ODD 9 : Innovation, infrastructures, industrie

- **Cible** : Renforcer la recherche scientifique
- **Indicateur**: Dépenses de recherche-développement en proportion du PIB
- **Valeur INSEE** : 2,23 % du PIB en 2015



ODD 15 : Vie terrestre

- **Cible** : Mobiliser des ressources financières de toutes provenances et les augmenter nettement pour préserver la biodiversité et les écosystèmes et les exploiter durablement
- **Indicateur** : Aide publique au développement et dépenses publiques consacrées à la préservation et à l'exploitation durable de la biodiversité et des écosystèmes
- **Valeur INSEE** : 720,3 en 2015, en hausse

Ce qui est disponible à ce jour

Plusieurs documents ou sites permettent de prendre connaissance des travaux sur les indicateurs :

- La page dédiée aux indicateurs « ODD » sur le site du SDES : <http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/developpement-durable/s/indicateurs-odd-2015-2030.html>
- Zoom sur les données relevant du périmètre du SDES (Ministère en charge de l'environnement) : Document de travail n° 28 – Décembre 2016 : <http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2543/1328/objectifs-developpement-durable-contribution-suivi.html>
- Publication des listes d'indicateurs et méthodologies par l'ONU :
 - Liste des indicateurs ODD : <https://unstats.un.org/sdgs/indicators/indicators-list/>
 - Métadonnées (méthodes de calcul des indicateurs) : <https://unstats.un.org/sdgs/iaeg-sdgs/metadata-compilation/>
- Publication des données en ligne :
 - Données ONU : <https://unstats.un.org/sdgs/indicators/database/> : permet de rechercher les valeurs d'indicateurs publiées par l'ONU (par pays ou par indicateur) ;
 - Données INSEE : [tableau de bord des indicateurs de suivi des ODD](https://www.insee.fr/fr/statistiques/2654964) <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2654964>



ODD en actions

Quelques exemples en France et dans le monde



Qualité de l'Alimentation : une régie municipale à Mouans-Sartoux (Provence-Alpes-Côte d'Azur)

Soucieuse de l'environnement, de ses paysages et de la qualité de ses repas distribués en restauration collective, la mairie de Mouans-Sartoux (10 450 habitants) a mis en place une régie municipale de production agricole. Depuis le 1er janvier 2012, tous les enfants des écoles et des crèches ainsi que les maisons de retraite et le personnel communal mangent 100 % bio. En parallèle, des actions de sensibilisation au public sont organisées afin promouvoir des démarches environnementales liées au monde agricole.

ODD concernés : ODD 2/ ODD 3/ ODD 4/ ODD 6/ ODD 10/ ODD 11/ ODD 12 /ODD 13



Eau et assainissement : signature d'une convention avec les agriculteurs à Lons-le Saunier (Bourgogne-Franche-Comté)

En réaction aux problèmes de qualité d'eau potable dans les années 1990, la ville de Lons-le-Saunier a mis en place une politique pionnière en France de protection des nappes phréatiques par convention avec les agriculteurs. Ces mesures ont également permis de développer l'agriculture biologique, une eau potable de qualité (100% et plus) et à bas prix (32% inférieur à la moyenne)

ODD concernés : ODD 1/ ODD2/ ODD3/ ODD 6/ ODD 8/ ODD 10/ ODD 11 / ODD 13/ ODD 15



Énergie : mise en place d'un dispositif d'aide pour la rénovation énergétique et les travaux d'amélioration (Hauts-de-France)

Environ 25% de la population est en situation de précarité énergétique. Face à cette urgence, le département du Nord met en place un dispositif expérimental et innovant « Nord Energie solidarité » qui a vocation à accompagner les ménages fragiles à réaliser des travaux d'amélioration et de rénovation énergétique et de leurs conditions d'habitat.

Les travaux sont de trois natures : performance énergétique ; rénovation énergétique ; travaux de solidarité.

Les projets peuvent être financés jusqu'à 90% (voire plus). De plus, les travaux de solidarité sont réalisés par des entreprises RGE conventionnées avec le département qui emploient des personnes en réinsertion.

ODD concernés : ODD 1/ ODD 3./ ODD 7/ ODD 8/ ODD 10 / ODD 11/ ODD 13



Consommation et production durables : une entreprise transforme l'algue en plastique à St-Malo (Bretagne)

Une petite PME, Algopack cultive une idée fixe mais ingénieuse : faire de l'algue marine le nouvel eldorado du plastique. L'entreprise cultive des algues qui, transformées en granules, remplacent le plastique pour fabriquer des objets rigides et biodégradables.

ODD concernés : ODD12/ ODD9/ ODD 14/ ODD 13



Lutte contre les changements climatiques : un restaurateur s'engage pour la protection de la planète et son climat (Île-de-France)

Fondée en décembre 2014 par Jean-Luc Fessard, journaliste spécialiste du développement durable (L'Hôtellerie Restauration), avec le soutien de François Pasteau, Chef de l'Epi Dupin (Paris 6ème), l'association « Bon pour le climat » propose des actions concrètes et positives pour changer nos pratiques alimentaires afin de préserver la planète et son climat.

ODD concernés : ODD 13/ ODD2/ ODD 12



Consommation et de production responsables : le développement durable comme art de vivre dans un hôtel (Poitou-

Charentes)

L'hôtel Les Orangeries, situé à Lussac-Les-Châteaux est titulaire de l'écolabel européen depuis 2006, soit bientôt 10 ans. Sa propriétaire, Olivia Gautier, a fait du développement durable un nouvel art de vivre pour son activité.

ODD concernés : ODD 12/ ODD 15/ ODD 9/ ODD 4/ODD 2



Faim « zéro » : une cantine gastronomique pour contrer le gaspillage alimentaire (Auvergne-Rhône-Alpes)

Quand le repas est bon, il est mangé. C'est simple et c'est l'idée de Jean-Frédéric Geolier, fondateur il y a 18 ans de l'entreprise Mille et Un Repas, une entreprise de restauration collective qui passe à l'attaque contre les préjugés. « J'ai voulu passer de la cantine à la gastronomie collective, c'est-à-dire prouver qu'on pouvait faire de la quantité avec des bons produits, des bons gestes.

L'entreprise propose une prestation tout compris : cuisiniers sur place, fournisseurs locaux et produits de saison, qualité des repas et du service. Ses clients : des cantines scolaires, écoles, collèges, lycées, mais aussi des maisons de retraite et des entreprises. Précurseur de la lutte contre le gaspillage alimentaire, l'entreprise Mille et Un repas a aujourd'hui une croissance exponentielle et fournit 256 clients.

ODD concernés : ODD 2/ ODD4/ ODD12



Consommation et de production responsables : écologie et économie dans une entreprise à Forest-sur-Marque (Hauts-de-France)

Chez Pochecho, une entreprise de fabrication et ventes d'enveloppes principalement pour les banques et les assurances, tout est écolo-nécessaire : le cœur d'activité, la fabrication d'enveloppes, la gestion de l'eau, les conditions de travail et même le chiffre d'affaires.

ODD concernés : ODD 12/ ODD13/ ODD 9/ ODD8/ ODD6



Éducation de qualité : une association étudiante s'engage pour la transition écologique à Bordeaux (Nouvelle-Aquitaine)

L'association étudiante Etu'Récup a créé une ressourcerie/recyclerie sur le domaine universitaire Bordeaux-Pessac. Ses actions ont pour objectif de participer à la transformation des modes de consommation (ODD12, ODD15, ODD13,...) notamment à travers la réduction de l'impact

environnemental en termes de pression sur les ressources et de volume de déchets. Elle s'engage, à son échelle à la nécessaire transition écologique et sociale de notre société.

ODD concernés : ODD 4 / ODD 12



Inégalités réduites : le tour de France du Global Compact pour la réalisation des objectifs ODD

La mobilisation du monde économique et des territoires pour les ODD va de pair. L'intégration des ODD dans les démarches des grandes entreprises est bien en cours. C'est pourquoi, le Global Compact cherche aujourd'hui à susciter l'engagement des PME, actrices incontournables du développement durable sur le terrain.

Le Tour de France des PME entamé en 2016 pour déclencher un élan du tissu économique local en faveur de la responsabilité sociétale, est désormais placé sous le signe des 17 ODD. Après l'étape de Strasbourg en mars 2017 dédiée à l'ODD13 sur le changement climatique et celle de Grenoble en avril sur l'ODD8 pour un travail décent et une croissance durable, ce sera, le 22 juin prochain, le tour de Marseille. Lors du Forum RESED, les ODD 6, 13, 14 et 15 seront mis en lumière pour inciter les entreprises à mieux prendre en compte dans leurs process le capital que représente la biodiversité.

ODD concernés : ODD 6/ ODD13 / ODD 14/ ODD 17



Consommation responsable : une association se mobilise pour l'éducation à l'éco-citoyenneté (Île-de-France)

L'association Pik Pik Environnement (association qui a pour but l'éducation à l'éco-citoyenneté et à l'environnement urbain) organise dans toute l'Île de France des Ateliers "FAIRE" (pour Fabriquer, Apprendre, Innover, Réparer et Economiser), en application de l'ODD n°12 "Consommation responsable".

Ses actions visent le grand public, collectivités et salariés d'entreprise et en priorité les publics précaires et ont pour objectif de contribuer à l'évolution des modes de consommations en donnant concrètement des clés pour réduire les déchets et consommer de façon plus responsable à travers des ateliers pratiques avec deux thématiques-phare : apprendre à réparer et entretenir ses objets, grâce aux Ateliers de la réparation, et apprendre à réaliser ses propres produits (cosmétiques, détergents, déco, rangement, etc.) grâce aux Ateliers "Do It Yourself".

ODD concernés : ODD 4 / ODD 12/ ODD 4



L'Agence française de développement (AFD) s'appuie sur les ODD dans la gestion de ses programmes financiers d'aide aux pays les moins avancés (PMA). Elle a ainsi analysé les besoins liés à cette approche et diversifié sa boîte à outils financière en mettant l'accent sur la gestion de la vulnérabilité.



Energie : Soutenir la régulation du secteur de l'électricité au Vietnam

Afin de fournir une électricité fiable et de qualité pour soutenir la croissance économique tout en assurant équité sociale et la maîtrise de la demande, le programme de réforme soutenu par l'AFD appuie l'Autorité de régulation de l'électricité du Vietnam dans le renforcement de ses capacités et la mise en œuvre de la libéralisation du secteur de l'électricité.



Faciliter le dialogue entre les entreprises pour favoriser l'innovation en Tunisie

Ce financement de l'AFD doit permettre, par le soutien au rapprochement d'entreprises au sein d'un même cluster, de favoriser l'innovation et de renforcer la compétitivité du secteur des Industries Mécaniques Électriques et Électroniques (IMEE) de Tunisie.



Vie aquatique : Protéger la biodiversité et les ressources du Parc marin de Mohéli aux Comores

Seule aire marine à ce jour et première aire protégée aux Comores, le Parc Marin de Mohéli, dans sa mission de conservation et de développement local, contribue à la conservation de la biodiversité et des ressources marines du triangle coralien nord-Mozambique.